

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 28 MARS 2016

SOMMAIRE

- 1) Quel choix ??
- 2) Les peuples en ont ras le bol
- 3) Plus de confiance...
- 4) Un homme en embuscade...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Débat entre Jean-Pierre Le Goff et Roger Martelli : qu'est-ce qu'être de gauche ?



Roger Martelli et Jean-Pierre Le Goff ont débattu pour Marianne. - Hannah Assouline

L'un, le sociologue Jean-Pierre Le Goff, publie "Malaise dans la démocratie" (Stock) ; l'autre, l'historien du communisme Roger Martelli signe "L'identité, c'est la guerre" (LLL). A l'heure où les Français s'interrogent sur les fondements de leur communauté de destin, ils se posent la question : "Comment reconstruire du commun ?"

MARIANNE : La crise que traverse la France est-elle, d'abord et avant tout, comme on le répète aujourd'hui une crise identitaire ?

Jean-Pierre Le Goff : Cette crise a plusieurs facettes. Le pays est désorienté non seulement sur le plan social, mais sur les plans culturel et politique. Comme je le montre dans mon livre, les fractures au sein de notre société ne sont pas seulement d'ordre économique et social mais anthropologique et politique : elles mettent en jeu des conceptions différentes du rapport au réel, à la condition humaine, à la nation et à l'Europe... Sur la question de l'identité, on tend trop souvent à réduire celle-là à l'acception maurrassienne avec le faux choix entre une vision identitaire essentialiste et une fuite en avant dans le multiculturalisme invertébré : soit le choix du repli identitaire xénophobe et chauvin, soit celui de l'ouverture inconsistante et illimitée, avec une mauvaise conscience et un angélisme déconcertants concernant les autres peuples du monde. Il existe un doute profond sur notre héritage culturel et politique. Nous nous retrouvons ainsi gravement désarmés face aux ennemis qui veulent notre perte. Il nous faut répondre à la question de savoir à quoi nous tenons parmi tout ce qui nous a été légué par les générations antérieures, ce qui nous spécifie comme nation et ce qui spécifie l'Europe comme civilisation, y compris dans le domaine des mœurs dont on découvre naïvement, avec Cologne, qu'elles ne sont pas la chose du monde la plus partagée. Ce qui implique d'en finir avec ce méli-mélo de grandes valeurs généreuses et de bons sentiments en guise d'identité tout autant qu'avec les fondamentalismes.

Roger Martelli : Je ne me reconnais pas dans la piste identitaire. Le terme d'«identité» ne me semble pas adéquat pour penser ce qui nous arrive, et je ne crois pas que notre civilisation soit avant tout menacée par des ennemis extérieurs. Malaise dans la démocratie fait une description

très cohérente de notre situation présente, bien construite, avec la volonté d'un regard anthropologique. Je la décrirais sans doute d'une autre manière. J'ai surtout tendance à m'écarter de vous sur l'interprétation de ce qui ne va pas. L'accent nécessaire sur les dimensions culturelles et intellectuelles ne légitime pas l'oubli de substrats décisifs de la réalité.

Que voulez-vous dire ?

R.M. : Nos sociétés se sont structurées dans la longue durée avec des logiques économico-sociales globales qui reposent sur la dépossession du plus grand nombre (polarité des avoirs, des savoirs et des pouvoirs). Elles fondent une rigueur - ou une sévérité - à double vitesse : une caissière d'hypermarché soupçonnée d'avoir oublié 10 € sur un encaissement est congédiée dans l'heure, tandis que M. Cahuzac peut obtenir plusieurs reports de son procès. La polarisation et les inégalités ordonnent notre univers, et, quand l'horizon se bouche, elles nourrissent l'incertitude, la colère, le ressentiment et le repli sur soi. Or l'horizon s'est refermé. Pourquoi ? Parce que, depuis plus de trente ans, contrairement à ce que vous dites, ce qui a dominé, c'est la «doxa» néolibérale avec son cortège de conséquences funestes : dérégulation, recul de la sphère publique, amoindrissement de l'efficacité de la redistribution, promotion de la gouvernance. Cette hégémonie a eu pour effet l'éclatement du cadre du travail, la fin du mouvement ouvrier, et, plus grave encore, la disparition de l'espérance sociale - élément structurant de la dynamique démocratique sur la longue durée.

R.M. : Oui, l'immédiateté - une immédiateté hypnotique - s'est imposée. Une réflexion qui ne s'ancre pas dans ces substrats risque d'emprunter des hypothèses interprétatives qui, selon moi, relèvent davantage du symptôme que de la cause, de l'«infrastructure» plus que de la «superstructure», au sens qu'un certain marxisme a donné à ces notions.

J.-P. Le G. : Je ne raisonne nullement dans ces termes et je retourne la question : que s'est-il passé pour que la logique du marché soit devenue un modèle pour l'ensemble des activités sociales ? Autrement dit : quel est l'état des ressources intellectuelles, morales, sociales et politiques qui, à un moment donné, a permis le triomphe de la logique du marché laissée à elle-même ? La réponse n'est pas dans l'infrastructure économique. Il faut s'interroger sur ce qui s'est

passé culturellement et politiquement, bref, revenir sur les ébranlements anthropologiques que la société française a subis depuis un demi-siècle. Je distingue plusieurs moments : d'abord, au tournant des années 50-60, les sociétés démocratiques sont entrées dans une nouvelle période de leur histoire où le paupérisme a été globalement résolu. Cela a marqué un progrès incontestable et contribué à une augmentation significative du bien-être. Ce fut l'avènement de la société de consommation, des loisirs et de ce qu'on appelait à l'époque les mass media qui a valorisé la sphère de la vie privée et des loisirs au détriment des cultures et des sociabilités traditionnelles, paysannes, ouvrières, nationales... C'est sur cette base que s'est développée une révolution culturelle dont la jeunesse de l'époque fut la plaque sensible et l'avant-garde. Dans ce cadre, Mai 68 fut un événement historique que l'on retrouve sous diverses formes dans l'ensemble des sociétés développées, et il n'y a aucun sens à réclamer sa «liquidation». Des militants au tempérament souvent sacrificiel (j'en étais !) se sont retrouvés interpellés par un nouveau type d'individu hédoniste et centré sur lui-même. Ce qui est en question est ce j'ai appelé «l'héritage impossible de Mai 68» et son institutionnalisation culturelle dans les années 80, sur fond de crise de la doctrine de la gauche et du tournant non assumé de sa politique économique. Combiné avec le développement du chômage de masse, cette «révolution culturelle» va couper la gauche des couches populaires et produire de puissants effets de déstructuration. Dans mon livre, j'essaie précisément de mettre en lumière les lignes forces et les fractures de ce grand bouleversement.



Jean-Pierre Le Goff : "Le pays est désorienté, non seulement sur le plan social, mais les plans culturel et politique." - Hannah Assouline

Justement, Roger Martelli, lui, écrit : «Quand on ne peut plus produire de l'égalité, en tout cas quand on ne croit plus sa production possible, il ne reste plus que deux solutions. Soit on gère la diversité, au risque

d'encourager les rivalités entre communautés. Soit on crée de l'identité fictive, celle de la nation et de la race, au risque de laisser le champ libre aux mécanismes symboliques qui produisent de l'aliénation.» Etes-vous d'accord, Jean-Pierre Le Goff ?

J.-P. Le G. : Non. Il ne faudrait pas que l'«égalité» devienne un maître mot autoréférentiel auquel on se raccroche dans le champ des ruines idéologiques de la gauche. Dans la devise républicaine, je tiens à lier les notions de liberté et d'égalité. L'idéal de la citoyenneté républicaine implique la lutte contre les inégalités et, s'il y a une chose à laquelle je tiens, dans l'héritage de la gauche, c'est l'idée que Carlo Rosselli résumait en ces termes : «Le socialisme, c'est quand la liberté arrive dans la vie des gens les plus pauvres.» L'égalitarisme triomphant et la proclamation d'un droit à la «réussite pour tous», associés à l'antiélitisme de principe, ont tendu, depuis une quarantaine d'années, à détourner la gauche française de cette exigence. Aujourd'hui, rien n'est plus urgent que de repenser la question de la promotion sociale et se demander comment former à nouveau des élites issues du peuple. Quant au mouvement ouvrier, je pense, contrairement à vous, qu'il est mort et qu'il faut sortir des anciens schémas.

R.M. : Sur ce dernier point, je suis en réalité d'accord avec vous... Oui, le mouvement ouvrier s'est épuisé et ce qui importe, c'est de lui substituer quelque chose de neuf et d'inédit, mais à partir des mêmes valeurs d'égalité et de dignité. Le moment Mitterrand est effectivement décisif. Il se produit alors que le monde occidental s'engage dans la contre-révolution néolibérale. Et il marque le moment où le syndicalisme s'essouffle, où le PS passe devant le PC, où une culture plus portée à l'adaptation l'emporte sur le rêve de l'autre société. Pour dépasser cette phase de délitement, il faut repartir de notre trilogie républicaine, en la poussant le plus loin possible. L'égalité, ce n'est pas seulement la redistribution des richesses, mais le partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs. Ajoutons que l'inégalité se double de plus en plus de la discrimination ; la quête de l'égalité est donc inséparable de celle de la dignité et de la reconnaissance partagée. Elle a bien sûr besoin de la liberté. En fait, il faudrait parler d'«égaliberté», comme nous y invite le philosophe Etienne Balibar. Mais la liberté est fragile si elle n'est pas soutenue par l'expansion d'une citoyenneté, qui est aujourd'hui bien hésitante. Enfin, l'égalité implique la solidarité, ce

troisième terme qui réconcilie l'individu et le commun. La gauche s'est trop souvent méfiée de l'individu, c'est une lourde erreur.

Pourquoi ?

R.M. : Car il y a deux conceptions de l'individu : la monade du marché, concurrente de toutes les autres, ou l'individu autonome, solidaire de tous les autres. Il faut choisir.

Etre de gauche, en 2016, c'est quoi, pour vous ? Comment rouvrir l'horizon, comment réinventer une espérance sociale ?

R.M. : Les problèmes que Jean-Pierre Le Goff énumère dans *Malaise dans la démocratie* me paraissent se ramener à la question de la perte du «commun». Mais pourquoi cette perte ? Parce que s'est imposée une conception de la créativité et de l'efficacité qui lui tourne le dos en la récusant. Ajoutons que le commun, surtout au XXe siècle, s'est identifié à l'étatisme et aux grandes expériences de transformation sociale par en haut, à l'image du soviétisme. Enfin, le commun s'articulait à l'image des collectifs d'autrefois, celui des communautés à base paysanne ou ouvrière. Or, contrairement à ce que vous suggérez, avec une certaine nostalgie des communautés évanouies, le commun ne peut pas se reconstruire «à l'ancienne» ; il doit se repenser. Les communautés à l'ancienne enserraient les individus et les freinaient dans leur épanouissement, leurs projets, etc.

Pas de mise en commun, donc, sans relance des procédures les plus concrètes d'émancipation ?

R.M. : Absolument !

C'est cela, le geste que vous évoquez, celui de «remettre la multitude en mouvement» ?

R.M. : Attention, là encore, à la nostalgie ! «Remettre» ne veut pas dire revenir en arrière. Les jours heureux ne doivent pas être derrière nous... Si nous restons tributaires du couple historique marché/Etat, nous nous autoenfermons. Demain comme hier, l'Etat administratif se retrouvera perdant face au marché. Le communisme du XXe siècle a fait fausse route en voulant contredire, ou contrebalancer, le marché par un plus d'Etat. Ni marché ni Etat : la mise en commun du XXIe siècle doit envisager la question des droits comme le possible régulateur, et la base nécessaire de la citoyenneté. Il faut

reprendre la tradition des opprimés en lutte - la tradition du mouvement ouvrier -, mais en l'adaptant aux conditions de notre temps.



Roger Martelli : "La gauche s'est trop souvent méfiée de l'individu, c'est une lourde erreur." - Hannah Assouline

J.-P. Le G. : Oui, enfin... Le mouvement ouvrier formait quand même une communauté bien particulière. Avec la notion de décence ordinaire (common decency), Jean-Claude Michéa et, avant lui, Orwell nous permettent de comprendre un monde ouvrier et la désintégration qu'il a subie. Le mouvement ouvrier dont parle Orwell s'étaye sur un tissu social qui était celui de la social-démocratie anglaise. En Angleterre comme ailleurs, ce réseau de sociabilité et de solidarités s'est détricoté et distendu. Il y a, bien sûr, le chômage de masse, qui joue un rôle dans cette désagrégation, mais aussi les évolutions de l'individu et les déstructurations liées à l'érosion du modèle familial et des solidarités traditionnelles. Les films anglais *Samedi soir, dimanche matin* (1960) et *les Virtuoses* (1996) racontent deux moments essentiels de cette dilution : le développement d'un nouvel individualisme et la fin du monde des mineurs...

R.M. : Oui, vous avez raison. Il faut tenir compte de la nouvelle donne globale, qui n'est pas seulement économique mais aussi culturelle et anthropologique. Nous avons basculé dans une société où les rapports sont décollectivisés et doivent être resolidarisés...

J.-P. Le G. : Ils ont été désinstitutionnalisés !

R.M. : Beau débat, que nous n'avons pas le temps de traiter... Un mot, simplement, sur la montée du ressentiment. Il se nourrit de l'attitude qui consiste à se trouver des boucs émissaires, qui survient quand on ne voit plus quelle est la cause de nos maux. C'est le produit d'une situation où l'invisible de la finance domine, où les visages disparaissent et où règne une hyperclasse

lointaine et anonymisée. Alors, la combativité sociale se retourne en rage identitaire : erreur monumentale... Ce n'est pas le fantasme de la clôture mais l'articulation du spécifique et du commun qu'il faut retrouver pour relancer un projet de gauche. La clé est là. Aujourd'hui, le peuple est disséminé, parcellisé, éclaté. Etre de gauche, en 2016, ce serait d'abord inventer les moyens de mettre fin à cette explosion, sur la base d'une promotion assumée de l'égalité et non de l'identité. Les catégories populaires doivent être réunifiées dans leur diversité de statuts (l'industrie a reculé), d'origines culturelles et ethniques (prévalence de l'immigration). Cette réunification ne peut advenir que si l'on réinvente une espérance sociale. J'ajoute que, pour redevenir inclusive, la République doit se subvertir elle-même. Je ne crois donc pas, contrairement à vous, qu'on souffre d'un excès de gauchisme culturel, mais d'un excès de gouvernance condescendante et hiérarchique - conséquence du projet explicite de la Trilatérale, formulé dès 1975 !

J.-P. Le G. : Vous nous demandez ce qu'est l'identité de gauche. Celle-ci est en morceaux et je ne raisonne plus intellectuellement dans ces catégories : quand on essaye d'analyser la réalité et de mettre en lumière les évolutions problématiques des sociétés, on ne se demande pas si on est de gauche ou de droite ! La vérité, comme du reste la morale, n'appartient pas à un camp. Le manque de libéralisme intellectuel au sein de la gauche française est un frein puissant et ancien ! Vous-même, vous n'hésitez pas à diaboliser, à «pétainiser» des intellectuels comme Jean-Claude Michéa ou Christophe Guilluy, ce qui me paraît particulièrement indigne. Quant aux propositions politiques précises, j'entends les juger sur pièces en tenant compte de leurs effets réels dans une situation donnée et non pas sur la foi des déclarations de bonnes intentions. Face aux nouveaux désordres du monde, nous avons avant tout besoin d'une citoyenneté éclairée et d'un Etat qui sorte de la démocratie de l'informe et du chaos. D'où la singularité de ma position. Je suis résolument moderne et, en même temps, résolument conservateur dans ce magma de la postmodernité et de son individualisme autocentré et victimaire.



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Pourquoi la démocratie libérale est désormais en recul dans le monde après des décennies de (tentatives) d'expansion

Depuis plus de vingt ans, l'Occident s'est démarqué par son ingérence dans les affaires de nombreux pays au motif de la démocratisation et du respect des droits de l'Homme. Or, la multiplication de ces interventions n'a cessé de dégrader son image, ainsi que celle de ses valeurs.



Alexandre del Valle est un géopolitologue renommé. Ancien éditorialiste à France Soir, il enseigne à Sup de Co La Rochelle et est chercheur associé à l'Institut Choiseul. Il a publié plusieurs livres sur la faiblesse des démocraties, les Balkans, la Turquie et le terrorisme islamique.

Il est notamment auteur des livres *Le Chaos Syrien*, *printemps arabes et minorités face à l'islamisme* (Editions Dhow 2014), *Pourquoi on tue des chrétiens dans le monde aujourd'hui ?* :

Atlantico : Après quinze ans de progression (1990-2005), selon Freedom House, le modèle démocratique occidental semble reculer nettement, et plus encore depuis cinq ans. Le retour en force de l'autoritarisme dans un monde multipolaire et les crispations et violences vis-à-vis de l'Occident semblent remettre en cause le modèle de la mondialisation des droits de l'Homme dont on rêvait au tournant du siècle. Qu'est-ce qui explique ce changement ?

Alexandre Del Valle : 1990 est une date intéressante : c'est la date à laquelle Francis Fukuyama diagnostique la victoire du modèle libéral démocratique.

Et 1990 correspond aussi à l'avènement des révolutions de velours juste après la seconde guerre du Golfe, où, sous couvert de

démocratisation, les Occidentaux, et surtout les Américains, essayent de jouer des mauvais tours aux Russes et aux pays d'Asie centrale pour diminuer le pouvoir stratégique de la Russie. D'un côté, le monde arabo-musulman a été extrêmement choqué par des interventions en Irak ou en Libye ; cela a extrêmement discrédité les valeurs démocratiques. Et d'un autre côté, la Russie et ses alliés ont intériorisé la démocratisation occidentale comme une sorte de complot permettant de justifier un nouvel impérialisme. Les révolutions de velours ou de couleurs portées par l'Occident, ou les interventions en ex-Yougoslavie ont été considérées comme parties de ce coup monté occidental. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, la démocratie va moins bien que dans les années 1990 : à l'époque, il y avait une popularité de l'Occident que portaient les espoirs de nombreux peuples opprimés. Aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, il faut voir que la grande idée portée par ces autres civilisations est que l'Occident ne représente plus l'idéal démocratique promis, malheureusement, mais plutôt une civilisation néo-impériale, arrogante et dangereuse. C'est pourquoi ces pays se replient sur un nouvel autoritarisme et une nouvelle real politik qu'incarnent parfaitement Monsieur Erdogan en Turquie ou Monsieur Poutine en Russie. C'est un phénomène qui est une tendance lourde, qu'a bien compris Freedom House.

La contestation de ce modèle met en avant les effets pervers qu'ont eus les processus de démocratisation dans les pays non-occidentaux. Quel est le rôle de l'Occident dans cette débâcle ?

Tout d'abord, je ne suis pas d'accord avec cette déresponsabilisation qui consiste, dans de nombreux pays du Sud, à accuser les anciennes puissances occidentales, et l'Occident, d'être responsables de tous leurs maux.

En revanche, ce qui est vrai, c'est qu'en bombardant la Libye, en mettant Ouattara au pouvoir en Côte-d'Ivoire dans des conditions assez troubles, en intervenant dans les affaires des pays d'Afrique et des pays arabes et musulmans, en bombardant des populations civiles pendant des années avec des drones (ce qui est considéré comme lâche par les victimes), en provoquant des embargos, comme en Irak, qui ont assoiffé et affamé des populations (on avait même plus le droit d'importer des produits contre le cancer), des millions de personnes ont vu l'Occident comme un danger.

Même s'il est faux d'affirmer que l'Occident est responsable de tout, **les interventions grâce au droit d'ingérence tel que l'a théorisé Kouchner et tel que l'applique l'ONU aujourd'hui, ont fait que le droit international est légitimement perçu aujourd'hui comme un instrument néo-impérialiste et néo-colonisateur.** L'Occident apparaît comme à l'origine des maux du monde entier.

Le poids des interventions en Irak est décisif dans ce renversement. Tous les experts reconnaissent qu'elles furent en tout point catastrophiques. Un analyste disait que si Daech a un père et une mère, son père est la première guerre d'Irak en 1990. Cette erreur, nous la payons tous les jours, particulièrement **les pays de l'OTAN, qui portent une part de responsabilité considérable dans la dégradation du monde.** Ces interventions ont donné des idées à de nombreux dictateurs qui ont décidé de ne pas se modérer, et à des semi-dictateurs qui décident de même de ne pas se démocratiser pour ne pas rentrer dans le système intégré occidental, droit-de-l'hommiste et onusien, qui le rendrait vulnérable.

C'est ce que dit régulièrement le dictateur de la Corée du Nord : "Kadhafi a voulu renoncer à l'arme nucléaire comme l'avait fait Saddam Hussein avant lui, et ils ont été renversés". Morale de l'histoire : "Soyons souverainistes, pratiquons la real politik, ne nous laissons pas entrainer par des partages de souveraineté et des accords de démilitarisation comme le souhaite l'Occident, parce que sinon ils vous remercient en vous bombardant !" C'est malheureusement ce que pensent beaucoup de pays nationalistes.

Il faut respecter leur indignation et les prendre au sérieux. Samuel Huntington, que tout le monde critique pour son Choc des civilisations, mais que personne n'a lu, disait dans la conclusion de cet ouvrage que l'Occident, pour ne plus être haï et pour ne plus discréditer ses propres valeurs universelles qui sont des valeurs mondiales, devait cesser d'être arrogant et intervenir dans les affaires des autres peuples ! **Si même Huntington le disait, qui fut accusé d'être un faucon, un nationaliste américain, si même Donald Trump qu'on accuse d'être un danger pour le monde, dénonce l'interventionnisme et condamne avec virulence l'intervention de George Bush fils qu'il considère comme fou, c'est qu'il est temps de remettre en cause cet interventionnisme.**

S'agit-il fondamentalement d'une critique de la démocratie en tant que telle, ou plutôt du libéralisme politique ?

D'un point de vue humaniste, les valeurs développées historiquement par l'Occident (l'humanisme, les droits de l'Homme, la liberté d'expression) appartiennent au patrimoine de l'Humanité et pas à l'Occident en tant que tel. Mais il est important de les dissocier de la politique aujourd'hui : car ces valeurs sont assimilées à un cache-sexe d'un néo impérialisme occidental. **Il est donc urgent, pour diffuser ces valeurs, de bien montrer que ce n'est pas parce que certains pays occidentaux ont pratiqué des politiques néo-coloniales que cela remet en question le libéralisme politique et les droits de l'Homme en général.**

atlantico.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Economie française : recherche confiance désespérément

Par Stéphanie Villers



(Crédits : DR)

Au sein de la zone euro, et particulièrement en France, c'est la confiance des particuliers comme des chefs d'entreprise qui manque, pour faire vraiment repartir la croissance.

Par Stéphanie Villers, économiste, Humanis

Les marchés connaissent la chanson depuis longtemps. Les indicateurs de confiance sont scrutés de près pour savoir si oui ou non, il convient d'investir dans telle zone, dans tel pays, ou encore dans tel secteur.

Que ce soient le climat des affaires, le moral des ménages, les enquêtes auprès des directeurs d'achats ou encore le sentiment des investisseurs, tout ce qui relève de la psychologie des agents économiques est passé au peigne fin. Homo œconomicus est ainsi décortiqué par l'ensemble des analystes de la sphère économique et financière.

Or, le comportement des agents reste difficilement prévisible et modélisable. Pourquoi ? Les agents économiques ne sont pas aussi rationnels que la pensée néo-classique voudrait nous le faire croire. Les experts en modélisation économique s'échinent à analyser les courbes pour en déceler des tendances. Pour autant, il suffit de comparer les prévisions aux résultats pour se rendre compte à quel point il est difficile de tomber juste.

Aucun modèle mathématique ne pourra modéliser les comportements des agents face aux aléas. L'économie est avant tout une science humaine. C'est pourquoi les explications ex-post se font beaucoup plus claires, mais en amont l'exercice reste périlleux.

Pour pallier à cette insuffisance, des indicateurs de confiance sont construits au travers d'enquêtes et de sondages menés par des instituts de statistiques nationaux ou internationaux (INSEE, Commission européenne, Eurostat, etc.) ainsi que par des organismes privés spécialisés.

Les modèles économiques intègrent ces données fournis par exemple sur le moral des ménages, des entreprises ou encore des marchés pour définir leurs prévisions. Mais, ces éléments reflètent-ils la réalité et sont-ils suffisants et efficaces pour anticiper l'efficacité des actions des politiques économiques ? Rien n'est moins sûr. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les résultats sur l'inflation des actions menées par les banques centrales et en particulier la BCE.

Tout l'argent de la BCE sera vain sans la confiance

LAPRESSEENREVUE.EU

Des milliards d'euros ont été déversés sur la sphère financière sans effet sur l'indice des prix à la consommation. Pourtant, selon la théorie monétariste, celle qui inspire les banques centrales, la monnaie injectée au travers des rachats par la BCE aurait dû inciter les banques à prêter davantage aux entreprises pour se débarrasser de ce surplus de monnaie. L'accès au crédit « facile » était censé relancer l'inflation à travers la reprise économique. Dans la réalité, on a vu que les banques ont rechigné à prêter par manque de confiance dans les perspectives de croissance. Ce sentiment a été relayé par les entreprises qui, compte tenu de leur difficulté pour obtenir un crédit, ont baissé les bras et ont repoussé leurs projets d'investissement. Néanmoins, sans l'action de la BCE, la situation aurait vraisemblablement empiré. La zone euro risquait de sombrer dans une spirale déflationniste.

Au demeurant, même si la zone euro a bénéficié tout au long de l'année 2015 de facteurs bénéfiques apportés par la BCE et par la baisse du prix du pétrole, l'inflation n'est pas repartie et la confiance non plus. La BCE a alors décidé d'en rajouter davantage en mars. Mais rien ne nous dit, pour l'instant, si sa politique accommodante va faire mouche et donner enfin envie aux banques de prêter, aux entreprises d'embaucher et aux ménages de consommer. En outre, si d'aventure la BCE se décidait à verser directement des euros sur le compte bancaire des particuliers, rien ne peut nous assurer que ces derniers feraient le choix de les dépenser plutôt que de les épargner, ou d'acheter des produits de la zone euro plutôt que des produits importés. Au même titre que les banques, les ménages risquent d'afficher une préférence pour la liquidité.

La France, à la recherche désespérément de la confiance

Ainsi, la variable « confiance » reste extrêmement difficile à évaluer par les modèles économiques. Mais, cet élément est indispensable pour le soutien à la croissance. Il faut donc savoir la stimuler afin d'assurer l'efficacité des politiques menées, mais aussi pour soutenir la reprise. Reste à savoir comment, d'autant que le cas spécifique de la France laisse perplexe. L'économie française ne fait pas d'étincelles alors qu'elle bénéficie d'un environnement porteur inédit depuis 2015. Les taux d'intérêt sont bas, l'euro rend nos produits compétitifs à l'export et le pétrole bon marché allège nos coûts de production. Pour autant, la

reprise reste invariablement décevante.

Des freins structurels seraient à l'origine de l'incapacité française à rebondir. Les réformes du marché du travail qui doivent être mises en place sont censées y répondre. Mais, seront-elles suffisantes pour satisfaire les entreprises ? Ces dernières vont-elles avoir envie d'embaucher de nouveau ? À en croire les premières réactions, les mesures n'assurent pas la flexibilité nécessaire pour permettre aux firmes françaises de relancer la création d'emploi. Tout ce qui est octroyé d'un côté laisse craindre un durcissement de l'autre. En d'autres termes, la fiscalité pourrait s'alourdir pour financer un déficit public qui peine toujours à respecter les critères de Maastricht.

Réforme du marché du travail: des dommages collatéraux à court terme

Dans un premier temps, plus de souplesse permettra aux entreprises d'ajuster leurs effectifs à leurs carnets de commandes et laisse craindre une augmentation conjoncturelle du chômage. Le moral des ménages pourrait en prendre un coup et la consommation avec. Les dépenses sociales, dont les allocations chômage, risquent de même de progresser et avec elles, les impôts pour compenser cette aggravation du déséquilibre des comptes publics. Il y a donc des dommages collatéraux à craindre de cette réforme du travail à court terme, avec par effet ricochet des effets dévastateurs sur le moral des ménages et sur le climat des affaires.

Toutefois, il reste difficile de prévoir à l'avance le comportement des agents économiques face au changement. Nombreux sont ceux à réclamer plus d'accompagnement et de pédagogie pour « faire passer les réformes ». Là encore, la psychologie des agents et leur confiance en l'avenir déterminent leur capacité à accepter un monde qui change et à croire aux bienfaits des réformes à long terme.

Le climat créé par les attentats

Rappelons que le contexte socio-politique actuel complique la donne. Le risque de répliques d'attentats ne permet pas d'assurer un climat de confiance et de sérénité. Certains économistes pensent néanmoins que la menace terroriste n'aura pas de réelle incidence sur l'économie, que les ménages et les entreprises en France vont accepter cette nouvelle donnée, somme toute, dramatique. Selon ces derniers, elle sera sans conséquence sur leur comportement d'achat,

d'investissement, etc. Ils donnent en exemple Israël capable d'afficher de réelles performances économiques en dépit des tensions et conflits permanents. Il n'est pas certain que le contexte économique et géopolitique permette cette comparaison.

Pour rester sur un plan purement macro-économique, il est difficile d'envisager que le moral des Français ne soit pas heurté par ce climat d'incertitude et d'inquiétude alors qu'il est déjà vivement entaché par un chômage à 10%, des perspectives économiques atones, un modèle social remis en cause et des comptes publics invariablement en déséquilibre sans que la sécurité publique puisse être assurée de manière optimale. Pour relancer la machine, la confiance est indispensable. Or, le discours ambiant ne tient pas compte de la réalité et les projets socio-politiques n'offrent pas pour l'instant de dynamique pour entrevoir le bout du tunnel.



IV) Montebourg: "Je suis un innovateur déçu dans l'action publique"



L'ancien ministre socialiste de l'Economie Arnaud Montebourg, à Paris, le 25 novembre 2015 © JOEL SAGET

L'ancien ministre socialiste de l'Economie Arnaud Montebourg s'est appliqué vendredi à tempérer les ardeurs de ceux qui prédisent son retour en politique...

L'ancien ministre socialiste de l'Economie Arnaud

Montebourg s'est appliqué vendredi à tempérer les ardeurs de ceux qui prédisent son retour en politique en affirmant être un "innovateur déçu dans l'action publique".

"Moi qui ai tenté d'innover en politique, qui suis un innovateur déçu dans l'action publique, je ne suis pas un innovateur déçu dans l'action entrepreneuriale. Puisque la chose la plus extraordinaire dans l'entreprise c'est d'abord le pouvoir de faire", a dit M. Montebourg, invité du Club de l'économie du Monde, à qui on demandait ce que lui avait appris le monde de l'entreprise.

Interrogé plus directement sur son éventuelle participation à une primaire des gauches, M. Montebourg a répondu que ce qu'il faisait aujourd'hui était "beaucoup plus modeste", mais "tellement plus concret".

- "Agir" -

"Là je suis revenu à une taille plus modeste mais qui me permet d'agir et de constater les progrès de cette action", a souligné l'ancien avocat, devenue vice-président du conseil de surveillance d'Habitat et président du conseil de surveillance de NewWind.

La politique, "telle qu'elle organisée et désorganisée", "ça ne peut plus fonctionner", a-t-il encore estimé.

N'a-t-il pas envie de participer au débat? "Je l'ai déjà fait ça. Peut-être que d'autres pourront le faire, chacun doit affronter ses problèmes. Moi je peux y apporter ma pierre mais je le fais de façon très concrète et modeste. Je crois que c'est une bonne école de vie", a-t-il ajouté.

M. Montebourg, qui s'est présenté comme un "ministre défroqué", a aussi affirmé que le système politique était "un peu tombé dans le formol", et qu'il "mériterait d'être uberisé".

Ces propos quelque peu désabusés n'ont pas empêché M. Montebourg de distiller commentaires et analyses pendant plus d'une heure.

"La France ne va pas bien du tout, mais elle a des ressources considérables. Elle va très mal, elle est en fracturation, les tensions sont extrêmement vives, il y a un risque de séparatisme dans notre pays", a-t-il jugé.

"Elle va très mal dans sa tête essentiellement, et elle va très mal aussi sur les fondamentaux de l'économie, pour des raisons qui sont liés à des choix politiques qui ont été faits", a dit M. Montebourg, qui avait quitté le gouvernement en août 2014, en désaccord avec la politique économique du couple exécutif.

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue